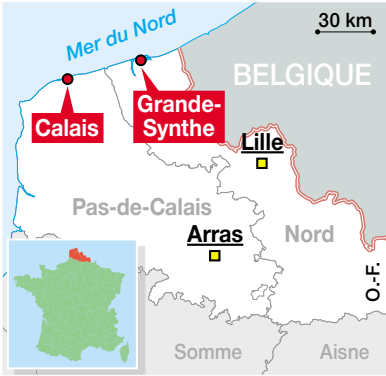


MSF ouvre un camp de migrants à Grande-Synthe

À 40 km de Calais, l'organisation humanitaire a construit un camp où environ 1 300 réfugiés commencent à s'installer, aujourd'hui. Le projet est soutenu par le maire. Envers et contre tout...



Sur un terrain de la ville de Grande-Synthe (Nord), coincé entre l'auto-route et les voies de chemin de fer, les volontaires de Médecin sans frontières (MSF) s'activent pour terminer le camp de réfugiés. Une visseuse électrique à la main, un groupe achève de poser l'un des 270 abris en bois. D'autres vérifient les points d'eau. Des bénévoles venus en renfort montent de grandes tentes pour les familles.

MSF a dépensé 2,5 millions d'euros pour construire ce lieu d'accueil, précise Raphaël Etcheberry, le chargé de communication de l'ONG.

À partir d'aujourd'hui, les quelque 1 300 réfugiés, majoritairement des Kurdes d'Irak et de Syrie, qui vivent non loin de là dans un camp de fortune, les pieds dans la boue, commenceront à s'y installer. Ce transfert doit s'étaler sur trois jours.

L'anti-Calais

Le maire EELV Damien Carême voulait traiter dignement les migrants. Déjà, en 2012, il avait lancé « le réseau des élus hospitaliers » qui ac-



Un membre de Médecins sans frontières fait visiter le camp à une famille kurde pour les convaincre de s'y installer.

ceptent de les accueillir. L'État avait refusé de soutenir l'initiative, craignant un effet d'appel d'air.

Grande-Synthe, c'est l'anti-Calais. L'écu a toujours travaillé avec les associations pour mettre fin « à ce camp de la honte », selon ses mots. Il s'est battu avec le préfet pour une solution d'abris temporaire avec une totale liberté de circuler, sans prise d'empreintes digitales à l'entrée.

Damien Carême n'a pas donné suite à notre demande d'interview. « Il veut rester prudent tant que le transfert n'est pas fait, justifie un

membre de son équipe. Il y a le problème des passeurs, des mots qui peuvent être mal compris par les riverains. » Le terrain est miné. L'écu le sait. Une partie de son électorat ne le suit sans doute pas. L'État n'attend qu'un faux pas pour reprendre la situation en main.

Pendant ce temps, les volontaires de MSF et d'autres associations vont à la rencontre des familles pour les convaincre de rejoindre le nouveau camp. Le maire a diffusé une lettre en quatre langues expliquant le projet. Beaucoup de réfugiés hésitent.

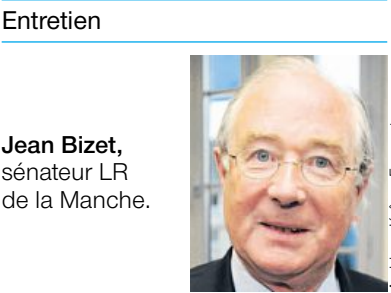
Car tous veulent rejoindre l'Angleterre. Et ils veulent être certains que rejoindre le camp MSF ne les empêchera pas de passer vers ce qu'ils pensent être la terre promise.

Jacques DUPLESSY.

À « la jungle » de Calais, une semaine après le début de l'évacuation d'une partie de la zone par les autorités, 137 personnes ont été emmenées en centre d'accueil et près de 250 tentes et cabanes ont été détruites, indique la préfecture.

Bizet : « Pas une crise, mais une mutation agricole »

Elle s'explique, en partie, par la perte d'influence de la France en Europe, affirme Jean Bizet, sénateur LR de la Manche et coauteur d'un projet de loi (1) sur la compétitivité de notre agriculture.



À quoi assiste-t-on aujourd'hui dans nos campagnes ?

On ne vit pas une crise agricole, mais une mutation. Le chef de l'État doit dire s'il veut faire de notre agriculture et de l'agroalimentaire un secteur stratégique. Ça s'organise. Mais j'ai des doutes... Il n'est pas normal que la France n'ait pas inscrit de projets agricoles et agroalimentaires dans le

plan « Juncker » (plan européen de soutien à l'investissement, NDLR).

De quels maux souffre notre agriculture ?

D'une absence de réformes structurelles, depuis quinze ans. À partir d'un indice 100, les produits agricoles français, une fois « chargés » (charges sociales et fiscales, NDLR), sortent à 230 contre 180 en Allemagne.

Ne paie-t-on pas notre perte d'influence au sein de l'Union européenne ?

Nous n'avons plus d'alliés. Le couple franco-allemand ne marche plus. Les Allemands cherchent des marchés à l'exportation quand les Français cherchent des subventions. L'Allemagne pense maintenant comme les

pays du nord de l'Europe. Au dernier conseil agricole européen, Stéphane Le Foll, notre ministre de l'Agriculture, s'est félicité d'avoir fédéré douze pays sur vingt-huit... Mais la majorité reste favorable à un ajustement de la production par les lois du marché, y compris par la disparition de producteurs. Pour les pays du nord de l'Europe, la France est le maillon faible.

Quel est l'avenir de l'élevage dans l'Ouest ?

On continuera de produire du lait dans l'Ouest. Une régionalisation des productions est incontournable. Dans le litre de lait, ce qui coûte le plus cher, c'est le litre d'essence, disent les transformateurs. Mais ce n'est pas aux agriculteurs d'assumer seuls la restructuration. Pourquoi ne pas la faire financer par une

quote-part du deuxième pilier de la Pac, ce qui implique aussi du cofinancement de l'État et de la Région ?

Quelles autres solutions à mettre en place ?

Il faut rationaliser les organisations de producteurs pour qu'elles soient plus puissantes, fixer le prix de vente de biens agricoles en référence aux coûts de production, mettre en place un système d'assurance sur le modèle américain dans la prochaine Pac pour garantir un revenu agricole. La France pourrait déjà l'organiser en réorientant 10 % des aides du deuxième pilier.

Recueilli par Guillaume LE DU.

(1) Rejeté le 4 février par l'Assemblée nationale.

Retrouvé mort calciné sous sa douche

L'homme, âgé de 47 ans, vivait dans un foyer pour handicapés adultes, à Tremblay (Ille-et-Vilaine). Une enquête est en cours.

Le corps d'un homme de 47 ans, sans vie, partiellement carbonisé, dans la douche d'une chambre double. C'est la macabre découverte faite par le personnel de l'établissement Le chemin des îles, à Tremblay (Ille-et-Vilaine), dans la nuit de samedi à dimanche.

Peu avant, vers 2 h du matin, l'alarme incendie s'était déclenchée dans ce foyer de vie pour adultes en situation de handicap mental, non autonomes. Sur les 42 résidents, seuls 40 s'étaient présentés au point de rassemblement.

Les deux absents ont été retrouvés dans la même chambre. L'un sur son lit, à moitié endormi sous l'effet de somnifères et intoxiqué par les fumées envahissant la pièce. Le second dans la salle d'eau, brûlé et sans vie. Près du corps : deux bombes aérosols, dont une vide, ainsi qu'un briquet. Le feu est resté circonscrit à la salle d'eau.

Une enquête a été ouverte pour éclaircir les circonstances du drame. Ce matin, un expert en incendie examinera la pièce. Suivra l'autopsie du corps du défunt. Pour l'heure, le pro-



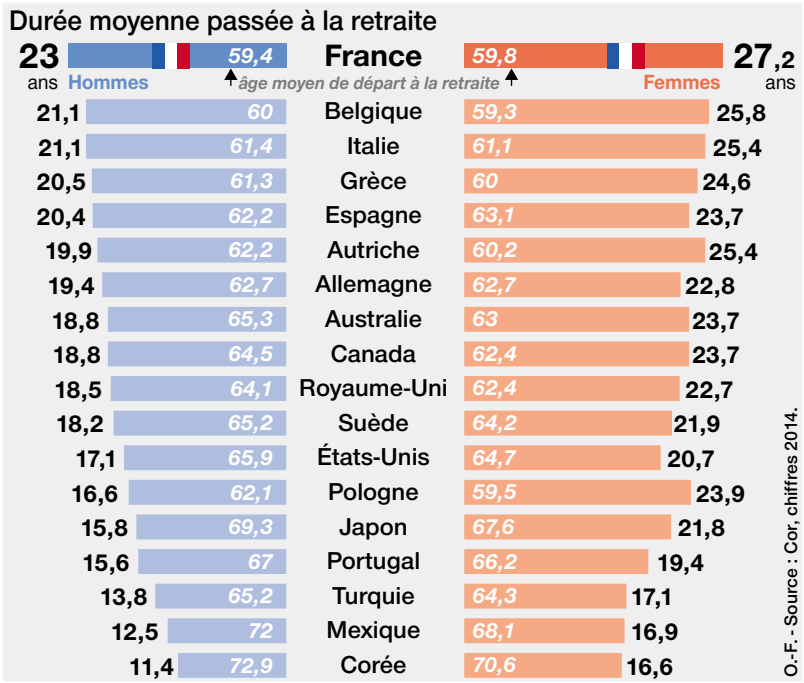
cureur de Rennes, Nicolas Jacquet, « n'exclut aucune hypothèse. Y compris celle où la personne décédée aurait joué un rôle dans la survenance de l'incendie ».

Quatre résidents choqués, dont le voisin de chambre, ont été conduits à l'hôpital. Tous en sont ressortis rapidement. La victime, sous tutelle et « incapable majeur », avait intégré Le chemin des îles en 1993. Ses parents, hébergés dans la maison de retraite voisine, ont été immédiatement avertis du drame.

Fabrice BERNAY avec Antoine VICTOT.

La retraite des Français est la plus longue

Vingt-trois ans en moyenne pour les hommes, vingt-sept ans pour les femmes. Malgré les réformes successives.



1993, 1995, 1999, 2003, 2007, 2010, 2013. En France, le système des retraites a fait l'objet de nombreuses réformes ces vingt dernières années. Comme dans de nombreux pays de l'OCDE (les pays riches). Trois quarts d'entre eux ont fait l'objet d'une réforme « à large spectre », c'est-à-dire importante, selon l'expression du Conseil d'orientation des retraites (Cor). En charge de conseiller l'exécutif sur le dossier des retraites,

le Cor vient de publier une étude comparative sur les systèmes de retraite dans les pays riches. La France arrive en tête dans un domaine, le temps passé à la retraite. Elle n'est pas le pays où l'on vit le plus vieux, mais celui où l'on part le plus tôt en moyenne. La combinaison des deux données la place en tête.

Les enseignements du rapport du Cor sur ouest-france.fr.

La France en bref

Des commerçants de Calais reçus par Michel Sapin

Près de 500 habitants de Calais, dont beaucoup de commerçants, devraient se rassembler aujourd'hui à Paris pour manifester leurs difficultés liées à l'image dégradée de leur ville. Une délégation sera reçue par le

ministre des Finances, Michel Sapin. Des mesures fiscales devraient leur être proposées, a annoncé le maire LR de Calais, Natacha Bouchart, après un entretien avec François Hollande vendredi.

L'une des lycéennes en fuite rentre chez elle

Recherchée depuis samedi et soupçonnée de vouloir partir faire le djihad en Syrie, une jeune fille de 16 ans est rentrée chez elle en Haute-Savoie, hier. Selon le Centre de prévention

contre les dérives sectaires liées à l'Islam (CPDSI), elle aurait suivi son amie, âgée de 15 ans, toujours recherchée. Cette dernière était prise en charge par le CPDSI.

Poursuite de la désindustrialisation en 2015

Le secteur industriel français a perdu quarante-quatre usines en 2015. C'est ce qu'indique l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement du cabinet Trendeo. Les secteurs les plus

touchés sont ceux de la fabrication de meubles, la plasturgie et l'automobile. Le rythme de fermeture a cependant ralenti en 2015 avec une baisse de 13 % contre 17,6 % pour 2014.

La publicité sur Internet irrite les Français

Selon un sondage de l'Institut CSA, 83 % des Français se disent irrités par les publicités en ligne. Les publicités considérées comme les plus intrusives sont les *pop-up*, qui s'ouvrent en même temps qu'une page.

79 % des Français sont également irrités par les publicités à la radio et 75 % pour la TV. Le sondage a été réalisé auprès de plus de 2 000 Français entre les mois de décembre 2015 et janvier 2016.

Salon de l'agriculture : 80 000 visiteurs de moins



Marqué par une bronca sans précédent contre le président de la République François Hollande, expression de la colère et du désespoir d'agriculteurs malmenés par la crise de l'élevage, le Salon de l'agriculture a fermé ses portes hier soir. Plus de 611 000 visiteurs ont arpenté les allées de la plus grande ferme de France, contre 691 000 l'an dernier (soit 11 % de moins). Pour Xavier Beulin, le président de la FNSEA, ce 53^e Salon res-

tera « une édition exceptionnelle, avec un état d'esprit très difficile au départ. C'est retombé, mais la colère et le désarroi sont toujours là ». Outre les mesures au niveau européen, les agriculteurs attendent que l'État prenne les choses en main concernant les relations entre la grande distribution et ses fournisseurs, alors que les négociations annuelles viennent de s'achever dans un climat tendu.

Grèves tous azimuts à partir de demain soir

La SNCF et la RATP seront perturbées par une grève mercredi. À la SNCF, le mouvement, à l'appel des quatre syndicats représentatifs CGT, Unsa, Sud et CFDT est annoncé « d'ampleur » et débute demain à 19 h, pour s'achever jeudi à 8 h. Les syndicats réclament des recrutements, une hausse des salaires et des garanties sur les futures condi-

tions de travail des cheminots. À la RATP, où l'appel à la mobilisation est lancé par la CGT et Sud, le conflit est essentiellement salarial. Hasard du calendrier, le 9 mars est également le jour retenu par les opposants au projet de loi El Khomri pour manifester leur mécontentement à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef et, côté lycéen, l'UNL et la FIDL.

Dans le bâtiment, un petit patron sur deux stressé

Un petit patron sur deux du bâtiment se dit stressé. Et fatigué. 40 % se sentent également isolés et pessimistes quant à leur avenir professionnel. C'est ce qu'indique le deuxième

baromètre ARTI Santé BTP, fondé sur les témoignages de 2 783 chefs d'entreprise artisanale du BTP (jusqu'à vingt salariés).

« Maternité heureuse » : le Planning familial a 60 ans

Le 8 mars 1956, la gynécologue Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé, le Dr Pierre Simon et la sociologue Évelyne Sullerot créent « Maternité heureuse » pour permettre « à chacun de vivre une sexualité libre et épanouie, sans avoir peur de grossesses non voulues ». L'association se rebaptise « Mouvement français pour le planning familial » en 1960

et ouvre son premier centre à Grenoble en 1961. Après la légalisation de la contraception en 1967 et celle de l'avortement en 1975, la tâche est loin d'être terminée : « Application des lois, éducation à la sexualité, prévention des violences et des infections sexuellement transmissibles... » recensent les coprésidentes Carine Favier et Véronique Séhier.